

Questions orales

Je crois comprendre que la société qui s'est retirée, Gulf Canada, conserve une participation financière dans le projet. Sauf erreur, elle maintiendra pendant encore huit mois cette participation, qui est estimée en gros à 100 millions de dollars.

Comme ce projet est d'une importance cruciale pour l'économie de Terre-Neuve et même, en cette période de récession, pour l'économie du pays tout entier, quels plans d'urgence le gouvernement a-t-il prévus, au-delà de cette période de huit mois, pour garantir la poursuite et le succès de ce mégaprojet si important?

L'hon. Jake Epp (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur le Président, je tiens à saisir toutes les occasions qui me sont offertes pour assurer aux députés d'en face et surtout aux citoyens de Terre-Neuve et du Labrador que le gouvernement tient à ce que le projet se poursuive.

Le député a fait allusion à une disposition qui a été discutée pendant les négociations sur Hibernia parce qu'une société voulait avoir la possibilité de se retirer du projet à tout moment sans subir de pénalité. Nous avons insisté pour qu'il y ait pénalité: il s'agit des 243 jours dont le décompte a commencé hier.

Le contrat comprend deux choses. D'abord, le consortium doit se restructurer et ensuite nous soumettre son plan d'action. Il est bien évident qu'il faut faire assez vite pour que l'incertitude ne dure pas trop. Je suis disposé à me rendre à St. John's. Je l'ai dit au gouvernement de Terre-Neuve et je le répète à la Chambre aujourd'hui. Nous pouvons dissiper quelque peu le climat d'incertitude. Je suis conscient de la difficulté de la situation.

Deuxièmement, comme je l'ai dit au député, si certains de ses collègues veulent avoir une nouvelle séance d'information aujourd'hui, j'accéderai volontiers à leur requête.

* * *

L'USINE DE PÂTES ET PAPIERS STONE CONSOLIDATED

M. Douglas Young (Acadie—Bathurst): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre. Je sais qu'il connaît, par expérience personnelle, la situation des collectivités qui comptent sur une seule industrie.

La fermeture annoncée de l'usine de pâtes et papiers Stone Consolidated à Bathurst pourrait entraîner jusqu'à 1 500 pertes d'emplois dans une région qui a été durement touchée par la récession et par de longues grèves.

Cette usine de pâtes fournit des emplois stables et renforce l'économie de la région depuis plus de 70 ans.

Qu'est-ce que le premier ministre propose aux travailleurs et aux résidents de Bathurst aujourd'hui comme aide de la part du gouvernement en cette période difficile?

L'hon. Frank Oberle (ministre des Forêts): Monsieur le Président, je viens de dire que la fermeture de l'usine découle de problèmes entre la direction et le syndicat. Nous n'avons aucune raison d'intervenir dans ce dossier. Je crois savoir que des discussions se déroulent. Le premier ministre du Nouveau-Brunswick est disposé à faire des concessions à la compagnie, ce qui permettrait d'aplanir certaines difficultés.

Je pense que le député souhaite, tout comme moi, que ce conflit puisse se régler à l'amiable.

[Français]

M. Douglas Young (Acadie—Bathurst): Monsieur le Président, j'ai une question supplémentaire pour le ministre de l'Emploi et de l'Immigration, qui connaît lui aussi l'importance économique et sociale d'une industrie majeure pour ma région. D'abord, Bathurst, comme Edmonston, vit de l'industrie des pâtes et papiers depuis très longtemps. Quels programmes le gouvernement entend-il mettre en place pour venir en aide aux travailleurs d'usines, aux bûcherons, aux camionneurs, aux propriétaires d'équipements forestiers, qui sont directement touchés par la fermeture de la Stone Consolidated Bathurst. Les gens ont besoin d'une lueur d'espoir. Quand peuvent-ils s'attendre d'avoir les détails de programmes d'ajustement?

L'hon. Bernard Valcourt (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Monsieur le Président, je partage la préoccupation du député pour les gens de la région de Bathurst qui doivent faire face à cette décision de la compagnie en question. J'ai rencontré le premier ministre McKenna il y a une dizaine de jours, on s'est parlé à nouveau il y a deux jours concernant la situation à Bathurst, et nous nous sommes mis d'accord pour s'assurer que les programmes d'ajustement que nous avons en place en vue d'aider les travailleurs qui sont dans cette situation soient vraiment pertinents aux besoins de la région. Nous nous sommes donc entendus pour continuer à coordonner nos efforts afin d'essayer d'aider les travailleurs, mais nous n'avons pas perdu espoir que la compagnie puisse, avec le syndicat, trouver une solution qui permettra la continuation des opérations de la Consolidated Bathurst.